Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 23 MARS 1979 - N° 880 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Kurdistan : poursuite des combats

Mercredi on se battait toujours, à Sanandadj, capitale du Kurdistan iranien. Malgré l'envoi par le gouvernement de plusieurs missions de conciliations, les avions et les hélicoptères de l'armée iranienne continuent de pilonner les positions kurdes.

Lire en page 7

Le PCF aux cantonales : plus de pertes que de gains

A la suite du 1er tour des cantonales, le PCF se targue d'avoir élargi son électorat, en particulier dans les régions ouvrières comme la Lorraine. Après examen, on s'aperçoit que cette prétendue progression est minime : + 1 % en Lorraine, tandis que là où les travailleurs ont une longue expérience de la gestion du PCF, il est en net recul : il perd plus de 9 % en Seine-Saint-Denis.

Lire en page 5

Dans le *Quotidien du Peuple* du samedi 24 mars

Contraires au sein du peuple :

23e congrès du PCF : quel changement ?

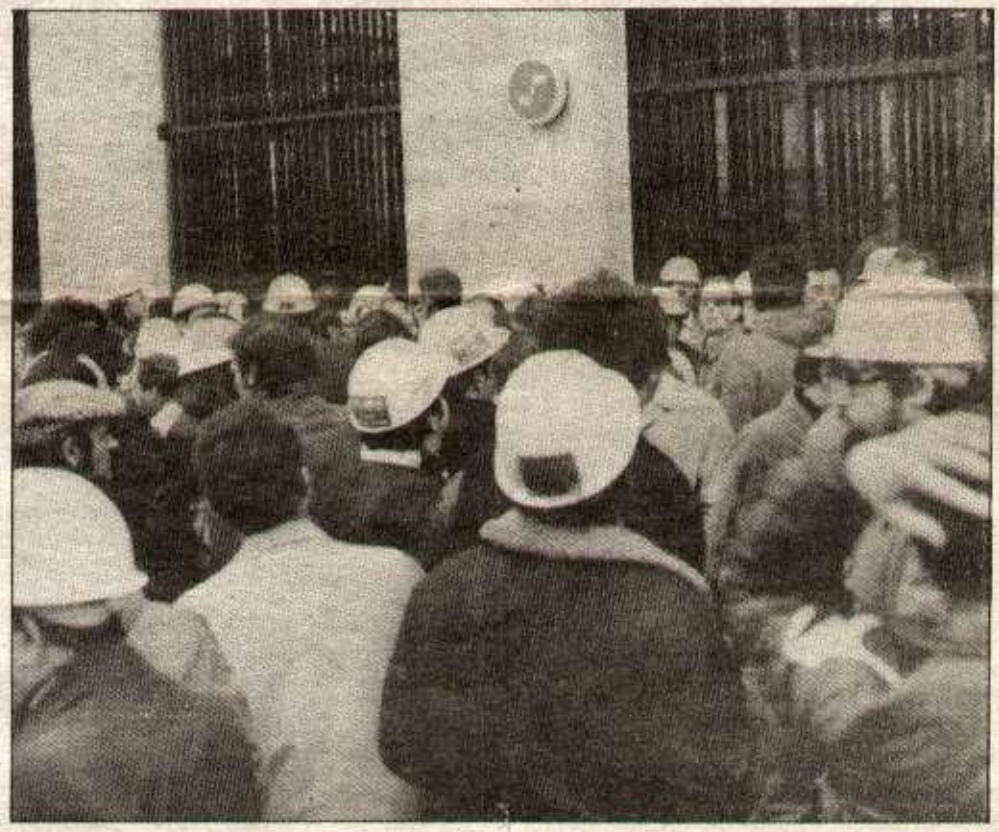
Dossier :

A Longwy, à Denain, les sidérurgistes disent : «Oui aux actions efficaces !»

Dans la marche du 23 AFFIRMER LA VOIE DE LA LUTTE !

Les actions se poursuivaient à la veille du 23

- *200 sidérurgistes de Longwy rassemblés devant le siège d'Usinor*
- *Denain : Succès de la journée porte ouverte*
- *Herserange : Oxygène coupé pendant plusieurs heures*
- *La poste de Longwy-Bas occupée*



Mercredi, les sidérurgistes de Longwy devant le siège d'Usinor.

Les sidérurgistes de Longwy maintiennent l'occupation de la centrale d'Herserange. Mercredi, pendant qu'une forte délégation se rendait devant le siège d'Usinor à Paris, l'oxygène était coupé quelques heures. En soirée la production a été rétablie, mais aux deux-tiers de la normale.

A Denain, ce sont quelques 7 000 personnes qui ont participé à la journée portes ouvertes, un succès qui renforce les bases de la poursuite de la lutte.

La préparation de la marche du 23 se poursuit. La participation sera importante. A travers cette initiative la direction de la CGT compte reprendre la direction d'une lutte qui lui a quelque peu échappé.

Face à cette tentative, le 23 il s'agira d'affirmer la voie de la lutte. Ce que ne manqueront pas de faire les sidérurgistes qui, de Longwy ou de Denain, ont mis à l'ordre du jour les actions efficaces.

Lire en page 3

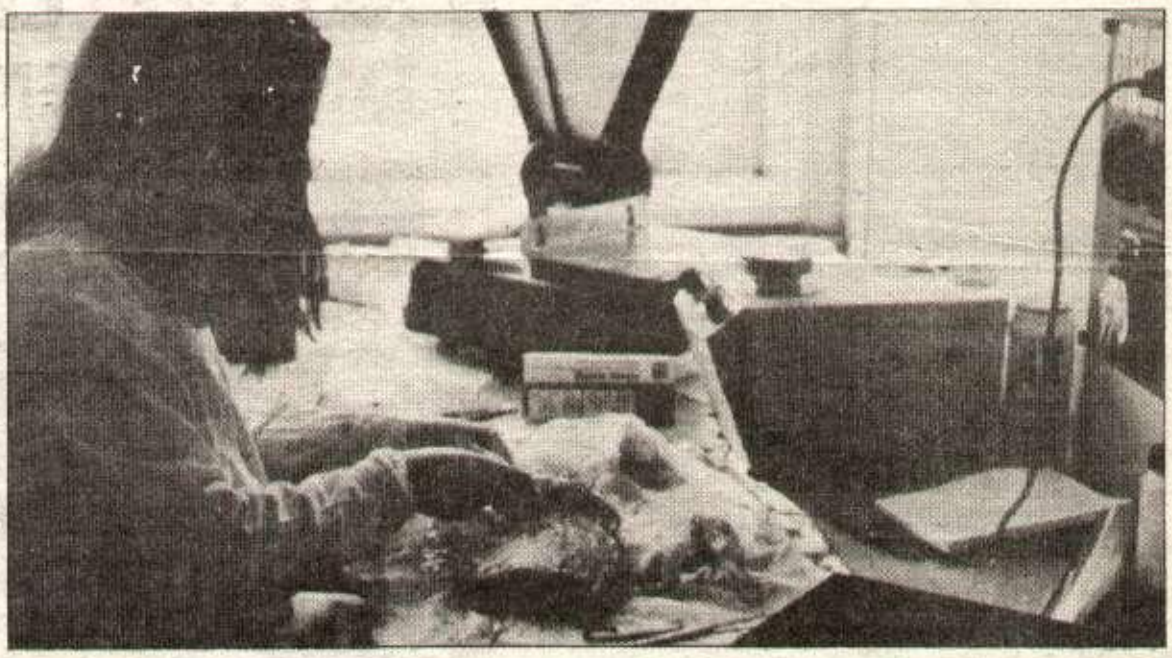
Manifestations lycéennes «BEULLAC, TU FABRIQUES DES CHÔMEURS !»

Manifestation du mercredi 21 mars

Lire en page 8

le quotidien du peuple

Un an après la marée noire de l'*Amoco Cadiz*



SOUS LE SABLE, LE MAZOUT

Bilan écologique de la marée noire par l'IEM et la SEPNB*

Par Jean-Jacques KERFISSIEN

Autopsie d'un poisson-cobaye contaminé

Plages propres, touristes appelés à revenir en masse dès l'été dernier, dossiers enterrés : à la surface des choses, les effets de la marée noire de *l'Amoco Cadiz* semblent terminés. Mais au fond de la mer, le sable et les vases retiennent encore une quantité considérable de pétrole, qui vient perturber les équilibres vitaux des fonds marins, zone de vie intense de l'océan. Poissons, coquillages, et la masse vivante des tout petits animaux et algues, subissent, pour de longues années encore, les effets de cette intoxication. Alors que les services officiels préfèrent laisser à l'abandon le suivi du bilan écologique du naufrage de *l'Amoco Cadiz*, des Bretons se sont organisés pour que la catastrophe écologique qui se poursuit en silence ne fasse pas l'objet d'un black-out complet. Ce sont les conclusions de leurs travaux que nous publions aujourd'hui.

Lorsque l'on sait que sur les 1 300 km² de fond marin affectés par la marée noire, il y a près de 800 km² de surfaces rocheuses, qu'environ 300 km² situés entre + 3 mètres et - 12 mètres sont couverts par le plus grand champ d'algues de France, produisant annuellement quelque 4 millions de tonnes d'algues fraîches, on imagine déjà mieux la quantité phénoménale de vie qui a été atteinte par la pollution.

Un mois après l'échouage, on estimait qu'il ne restait que 10 000 tonnes de mazout, incrustées dans les criques, sur 375 km de littoral. 80 à 90 000 tonnes s'étaient évaporées (aromatiques, dont 700 tonnes de benzène), 15 à 20 000 tonnes ont été ramassées par l'homme. Il reste donc 120 000 tonnes dont on ignore largement le devenir.

Selon l'IEM, 5 à 10 000 tonnes disparurent par dilution et dispersion chaque semaine. Ce qui fait que pour la mi-mai (soit en 8 semaines), 50 à 100 000 tonnes auraient pu disparaître sous cette forme.

Mais il reste bien entendu une part importante piégée dans les sédiments des baies et des estuaires. Aujourd'hui encore, lorsque l'on creuse un trou dans le sable de presque toutes les plages, l'eau au fond est couverte d'un film irisé.

Les endroits qui souffrent le plus d'une contamination sont les zones les mieux abritées (baies, abers). Ainsi l'Aberwrach' recèle encore 3 millions de tonnes d'algues mortes fortement polluées. Seule, dans ce cas précis, une extraction mécanique peut résoudre le problème.

«Début septembre, partout, à Portsall, en baie de Morlaix comme en baie de Lannion, les sédiments des plages, généralement propres en apparence, sont imprégnés de traces de mazout.

Début juillet, dans plus de 200 trous de prélèvement, nous avons toujours constaté l'apparition d'un film irisé à la surface de l'eau interstitielle, avec formation parfois de petits glomérules d'émulsion brune. Cela est vrai à tous les niveaux des plages et dans tous les types de sédiments. La teneur en hydrocarbure est très forte, alors que l'eau côtière est généralement décontaminée. C'est ce qui explique que la mortalité continue encore et que la méio-faune (animaux de moins d'un millimètre) et les jeunes ne se soient pas réinstallés. Si la faune des sables survit assez largement en zone littorale, elle est plus fortement frappée en dessous des basses mers, notamment dans les abers, en baie de Morlaix et en baie de Lannion parfois jusqu'à 40 mètres de profondeur.

LES POISSONS

Cela peut expliquer en partie la grande maigreur de beaucoup de poissons. Les cadavres proviennent en partie des peuplements toujours submergés, sans doute moins habitués à subir des stress que ceux de la zone interdidale (dégagée par la basse mer). *Pen Ar Bed* n° 93 bulletin de la SEPNB.

«Depuis début août, nous avons personnellement observé une pathologie inquiétante sur le poisson commercial de la zone touchée. Les muges ou mulets gris, que l'ISTPM (fac de sciences-Brest) avait notés «amaigris» en avril, sont de plus en plus émaciés maintenant. Ils présentent de grandes ulcérations de la peau, dans un secteur de côte qui s'étend de l'Aber Benoît à Plouguerneau, mais nous avons récolté des poissons ainsi affectés jusqu'en baie de Lannion (Saint-Efflans). Les enfants capturent des poissons de plus de 30 centimètres, devenus «peu sauvages» à l'épuisette. Des pêcheurs professionnels de l'Aber Benoît signalent que leurs captures de mulets sauteurs (Mugil auratus) sont ainsi ulcérés, dans les proportions de 80 % à la côte, 50 % au large ; que celles des mulets à grosse lèvre (Mugil labrosus) le sont dans des proportions respectives de 50 à 30 %. Ce sont les animaux de plus de 30 cm qui sont affectés. Dans des proportions non définies, des bars, des petits lieux, des congres (à Landéda), des vieilles, présentent des symptômes voisins, surtout à proximité immédiate de la côte. Les poissons ont les nageoires abîmées, comme usées, certaines soles présentent des pustules ; les maquereaux, dans la proportion de 1 sur 20, présentaient un goût d'hydrocarbure. Tout semble se passer comme si, à des syndromes de dénutrition, liés à la destruction des proies, de surinfection due à la faiblesse générale, se superposaient ceux d'une intoxication interne évoluant «à bas bruit», sans doute en relation avec la présence de mazout sur et dans les fonds sédimentaires.

LES COQUILLAGES

Des «carottes» de sédiment, prises en plongée, dans l'axe de la rivière de Morlaix, montrent la présence de mazout visible à l'œil nu, jusqu'à des profondeurs de 50 à 60 cm dans l'épaisseur du sédiment.

«Prenant en compte le taux de mortalité moyen des bigorneaux (54 %) et des patelles (30 %) des 130 km² de rochers pollués dans la zone des marées, (...) on calcule une perte de 16 000 tonnes à laquelle il faut ajouter celle plus faible des crustacés et des peuplements rocheux submergés, en tout : environ 25 000 tonnes (...). Les mêmes opérations sur les peuplements des 420 km² de sédiments, donnent un déficit de 75 000 tonnes (...). *Pen Ar Bed* n° 93.

Le coût de ces 100 000 tonnes de coquillages est calculé à l'aide du prix de ce qui est le plus proche sur le marché (bigorneaux d'Irlande, etc...). Il apparaîtrait alors que le coût écologique de la marée noire (dans la mesure où il se réduit à la perte des animaux marins) ne saurait être inférieur à celui du nettoyage par l'armée : 400 millions.

«Cette somme ne représente que la perte en capital ; celui-ci produit maternellement en moyenne 50 % de sa valeur tous les ans. Cette année est déjà perdue : on passe à 600 millions ; si les procès en cours duraient, c'est plus de 200 millions qu'il conviendrait de réclamer par année d'attente». *Pen Ar Bed* n° 93.

A signaler que ne sont pris en compte ni les poissons, ni les oiseaux. Or on vient de dire que plusieurs poissons sont maigres et malades. Le résultat en est bien sûr un effondrement des cours.

LES CANCEROGENES

Mais le pire est sans doute que ces animaux risquent d'être définitivement contaminés, notamment par des hydrocarbures cancérigénes (benzopyrènes, phénols, vaniline, etc...)

La SEPNB s'en inquiète d'ailleurs aussi puisqu'elle écrit : «Tous ces niveaux de dégradation produisent certes des dérivés à pouvoir toxique direct, mais il faut considérer au niveau des organismes de la chaîne alimentaire l'accumulation, la métabolisation, l'excrétion de nombreux nouveaux composés à différents états de dégradation dont la toxicité et les effets secondaires sont mal connus, voire inconnus». *Pen Ar Bed* n° 93.

On sait que les mollusques (bivalves notamment) concentrent considérablement les microbes contenus dans l'eau ambiante. Ils sont aussi susceptibles de pollution chimique : ils concentrent aussi les hydrocarbures cancérigènes. Dès 1962, Jacques Vasserot découvrit du benzo-3 H pyrène dans les mollusques de la côte nord-finistérienne et en moindre importance dans des poissons comme les mulets et les lançons.

Ceci est d'autant plus dangereux que ces produits remontent la chaîne alimentaire jusqu'à l'homme, en se concentrant à chaque étape.

Pour l'instant, aucun laboratoire n'a publié d'étude en rapport avec cette marée noire : le laboratoire d'histopathologie de la faculté de médecine de Brest est pour l'instant censé étudier des prélèvements. Ce qui a de quoi inquiéter puisque cette même faculté, tout au long de la marée noire, a tu les problèmes médicaux que posait le nettoyage lui-même et qu'elle n'a pas encore analysé les 300 tubes à essai de prélèvements sanguins qu'avaient sollicités des volontaires démazouteurs (faute de crédit nous rétorque-t-on).

«Et — fait aggravant — l'aspect le plus menaçant est la constante accumulation d'hydrocarbures dans les sédiments et leur eau interstitielle (dont ils sont gorgés NDLR) : 1 à 6 ppm (partie par million = 1 mg/kg) alors que l'eau littorale en renferme moins de 0,03».

«Cela est plus grave encore dans les sédiments réducteurs noirs des vasières où se forment naturellement des hydrocarbures. Si la vase gorgée d'eau est à peu près imperméable au mazout, les milliers de galeries d'animaux qui vivent dans ces sédiments assurent sa pénétration sur près d'un mètre.

Ces milieux abrités constituent des pièges géochimiques naturels susceptibles de contaminer les animaux d'aval pendant des décennies». On peut donc avancer qu'une réserve de produits cancérigènes est ainsi implantée pour longtemps.

S'il est une exigence qu'il est pressant d'obtenir pour la Bretagne, c'est que ce problème soit complètement étudié à tous les niveaux et que le nettoyage le plus prompt des Abers soit organisé. D'autant plus que les millions de tonnes de détritus qui doivent être extraits peuvent par exemple être utilisés à la production d'énergie (par fermentation).

** Institut d'Etudes Marines (université de Brest) et Société d'Etudes pour la Protection de la Nature en Bretagne*

Usinor-Longwy

• 200 SIDERURGISTES A PARIS MERCREDI
• NOUVELLES COUPURES D'OXYGENE

Mercredi se déroulait au siège de l'UIMM, avenue de Wagram à Paris, une réunion entre les syndicats et le PDG d'Usinor, Etchegaray. En principe, l'examen du dossier Usinor-Longwy devait être terminé au cours de cette réunion. Il n'en a rien été puisqu'un calendrier a été fixé pour la poursuite des discussions qui se clôtureraient le 5 avril par une «réunion de synthèse». Rien de nouveau n'est apparu et il ne semble pas que les capitalistes de l'acier, appuyés par le pouvoir, aient l'intention, pour l'instant, de changer une virgule à leur sinistre plan.

Pour signaler à Etchegaray qu'ils le surveillent de près, les sidérurgistes de Longwy ont mené deux actions dans la journée de mercredi.

Partis tôt le matin, des bus ont amené à Paris 200 sidérurgistes. Cette action était décidée par l'Intersyndicale. C'est badges mêlés CGT-CFDT-FO-CGC que les gars sont arrivés vers 11 heures devant le siège de l'UIMM. Un peu avant midi, une escouade de flics agressait les sidérurgistes qui occupaient pacifiquement l'avenue de Wagram pour quelques minutes. La matraque à la main et l'injure à la bouche : *«Vous ne mettrez pas la pagaille ici comme vous le faites à Longwy»* ou encore *«Vous avez amené des ratons avec vous»*. Les travailleurs révoltés ont fait face et, finalement, ont obtenu le départ des flics.

En début d'après-midi, la réunion se terminait. Jacques Chérèque (secrétaire de la FGM-CFDT) faisait un bref compte rendu. Rien de nouveau en fait. Remontant dans leurs bus, les sidérurgistes reprenaient alors le chemin de leur bassin non sans avoir promis de bientôt revenir. Serrant leurs bus de près, les cars de flics leur faisaient une sorte de curieuse escorte. Dans la soirée de mercredi, des informations faisaient état «d'actions de sidérurgistes» quelque part entre Paris et Longwy.

Par ailleurs, l'occupation de la centrale d'Herserange se poursuit. Mercredi matin, à 9 h 30, les occupants ont coupé l'alimentation en oxygène des usines de tout le bassin pour montrer à Etchegaray qu'ils n'avaient pas l'intention de se laisser faire. Très vite, il était annoncé des mesures de chômage technique. Les militants CFDT ont décidé de faire des prises de parole aux portes pour appeler les travailleurs à ne pas tenir compte des sommations de la direction. En même temps, l'oxygène était rétabli, mais seulement aux trois-quarts et un plan pour de nouvelles coupures était envisagé.

Le 21, journée portes ouvertes à Usinor-Denain

«PAR NOTRE LUTTE, NOUS SAUVERONS DENAIN»

Mercredi 21 mars c'est la journée *«portes ouvertes»* à Usinor-Denain, à Usinor-Trith et à La Chiers d'Anzin, journée organisée à l'initiative de la CFDT et à laquelle la CGT s'est ralliée à la dernière minute. A l'entrée d'Usinor-Denain une grande banderole de la CFDT affirme : *«Par notre lutte, nous sauverons Denain»*, tandis que la sono diffuse les chants de la Commune.

Des groupes d'une quarantaine de personnes se forment, bientôt pris en charge par un ou deux militants de la CFDT qui serviront de guide car si la CGT s'est associée à la journée, on rencontre très peu de militants CGT. Comme le soulignera un délégué CFDT lors de sa conférence de presse : *«Ils ont surtout profité de cette journée pour faire leur propagande pour le 23»*. Rolant, responsable confédéral de la CFDT, était aujourd'hui à Denain mais la section CFDT de Denain a choisi, au lieu d'organiser un grand «meeting», de lui faire visiter l'usine et discuter avec les sidérurgistes au travail.

Nous suivons un des groupes à travers la cour de l'usine ; on peut voir de temps à autre un sidérurgiste se détacher du groupe, suivi de sa famille, pour aller voir l'endroit où il travaille et l'on croise des gamins de six ans à peine avec un casque de sidérurgiste sur la tête. Nous arrivons au pied du bâtiment où se trouve l'aciérie : il faut attendre un moment car il y a trop de visiteurs. Passe un délégué CFDT qui se propose pour nous servir de guide. Sous sa conduite, nous pénétrons dans l'atelier de coulée de lingots. Spectacle saisissant : la fonte en pression est déversée dans la lingotière, avec une gerbe d'étincelle ; tout près, on voit s'activer des ouvriers en combinaison d'amiante et tous ceux qui voient ça pour la première fois ne peuvent s'empêcher d'avoir un moment de recul quand l'immense pont roulant se met en branle, dans un bruit assourdissant au-dessus de nos têtes. En sortant, ce sont les conditions de travail très dures dans ce secteur qui alimentent les discussions et aussi la révolte devant le gâchis que prétendent faire les patrons. Témoin le camion «porte-acier» Faune devant lequel nous conduit notre guide de la CFDT, un camion qui a coûté 700 millions d'anciens francs, pour lequel une route spéciale a été construite dans l'usine et qui, depuis sa dernière sortie pour les sidérurgistes en lutte porte l'inscription : *«Usinor vivra»*.

Les visiteurs sont en majorité des gens de Denain, qui, bien qu'hésitant près de l'usine, n'en connaissaient que les murs et les fumées : beaucoup de jeunes, de nombreuses femmes de sidérurgistes venues visiter l'usine avec leurs enfants, d'anciens sidérurgistes, mais aussi bon nombre de travailleurs d'Usinor-Denain qui, en dehors de leur atelier, n'avaient jamais mis les pieds dans les autres secteurs de cette usine qui s'étend sur plus de 5 km. Parmi les visiteurs aussi, les ouvriers des autres boîtes de la région, une délégation de la CFDT d'Usinor-Dunkerque venue apporter son soutien et diffuser un tract, ainsi qu'une forte délégation de Montataire de l'Oise.

Le matin, par centaines et souvent par classes entières avec leurs professeurs, les lycéens se sont rendus à l'usine. En fin de matinée, déjà plus de 2 500 personnes sont passées. Au total, pour la journée : 7 000 personnes à Denain, 500 à Anzin et un millier à Trith.

Très positive par le nombre de participants, cette journée constitue, dira un responsable CFDT de Denain, *«une excellente assise pour la suite de la lutte»* et *«on peut dire que cette journée s'est inscrite dans la campagne de popularisation et que ceux qui sont venus sont persuadés qu'il faut continuer la lutte»*.

Correspondant

Conférence de presse de la CFDT

Dans le cadre de la journée portes ouvertes, la CFDT a tenu mercredi après-midi une conférence de presse en présence de Rolant, responsable confédéral.

— Un bilan de la journée a d'abord été fait par un responsable d'Usinor-Denain : *«C'est un succès monstre, on ne s'attendait pas à tant. On a bien senti que les travailleurs, d'ailleurs au-delà de la curiosité manifestée, venaient surtout dans un esprit de soutien». «On peut dire que cette journée s'est inscrite dans la campagne de popularisation et que ceux qui sont venus sont persuadés qu'il faut continuer la lutte».*

Ensuite, Rolant précisera : *«La présence de la confédération à Denain signifie le soutien total à la lutte. Le succès de l'opération portes ouvertes en souligne l'opportunité...»*. Il poursuit par une longue tirade sur la «qualité de l'outil de travail», «la compétence des ouvriers», sur le «gachis technique et humain».

Un représentant d'Usinor-Denain salue les délégations des usines du groupe présentent à cette journée. A propos de la participation de dernière minute de la CGT, le responsable d'Usinor précisera : *«La CGT était présente en très petit nombre aujourd'hui, ils ont surtout profité de cette journée pour faire leur propagande pour le 23, c'est de bonne guerre... La CGT a senti que cette journée serait un succès»*.

A la question : *«Quelle est la position de la CFDT par rapport au fait que la CGT s'est déclarée d'accord avec la marche du 27 sur Dunkerque, mais a proposé d'en reculer la date ?»* c'est Gaby Meganck, qui est de l'Union-Nord Métaux CFDT qui répondra : *«Les actions faites aujourd'hui sont significatives de la volonté de la CFDT d'élargir au niveau des entreprises, de la volonté de la CFDT de mener l'action au niveau des boîtes Denain, Longwy, Solmer, Dunkerque... Le 27 a lieu la réunion de bilan des négociations à Usinor. On entend que pour la CFDT cette action se développe ce jour-là pour peser sur la négociation. La restructuration pèse sur les autres boîtes de la sidérurgie par le travail posté, les cadences, le travail en sous effectif... Il faut développer l'action, pour les 135 000 sidérurgistes qui restent dans le pays»*.

Sur les propositions de la CFDT, au-delà du 27, Gaby Meganck précise : *«On fera le point le 24, toutes les sections CFDT de la sidérurgie doivent se réunir ce jour-là à Denain»*.

• Berliet-Venissieux : six délégués menacés de licenciement

500 ouvriers de Berliet ont débrayé mardi pour s'opposer aux menaces de licenciement qui pèsent sur quatre responsables CGT et deux responsables CFDT. La direction a déposé une plainte pour *«séquestration et voies de fait»* contre ces militants syndicaux pour avoir, il y a une semaine, retenu le chef du personnel et son adjoint dans leur bureau. Les syndicats appellent à la riposte.

LUTTES OUVRIERES

SACM (Mulhouse)

7 SEMAINES DE LUTTE ACTIVE POUR LES SALAIRES

Depuis 7 semaines, les travailleurs de la SACM (Mulhouse) ont engagé la lutte. Le 2 février, ceux du 153 sont partis en grève illimitée avec occupation de leur atelier. Cette détermination des gars du 153 a eu valeur d'exemple. Très vite une idée s'est imposée : il faut les rejoindre dans la lutte. Des débrayages gagnent toute l'usine. Une première manifestation regroupe 1 500 travailleurs. Le 23 février 90 % du personnel est en grève pour 24 heures. La première assemblée générale se tenait début mars sur la poursuite de la lutte.

S'il est vrai que 300 travailleurs seulement participent à l'AG, s'il est également vrai que seulement quelques-uns prendront la parole, cela se comprend. Cette AG est la première organisée depuis le début de la grève et rarement, dans l'usine, les organisations syndicales y ont eu recours. Il n'empêche, l'AG a lieu, le débat s'organise, les travailleurs peuvent prendre part, influencer le déroulement de la grève.
vent prendre part, influencer le déroulement de la grève.

LES DECISIONS DE L'AG DES TRAVAILLEURS

Trois propositions font l'unanimité et sont adoptées par l'AG : les employés sont mis en face de leurs responsabilités. Désormais, la principale revendication, jusqu'alors de 250 F d'augmentation, transformée en 12 F de prime de panier par jour, concernera principalement le personnel ouvrier. Les employés sont invités à préciser leurs revendications et à se battre aux côtés des ouvriers pour les faire aboutir.

La lutte doit continuer, c'est évident, mais sous une forme nouvelle. Les actions doivent viser des objectifs : faire le plus de mal au patron, en gênant le plus possible la production, populariser la lutte, mobiliser les travailleurs des autres usines du département par la mise en pratique d'opérations spectaculaires du type opérations coup de poing.

L'intersyndicale s'engage à tenir d'autres AG, auxquelles pourront participer les travailleurs.

L'APPLICATION PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES DES DECISIONS DE L'AG

Depuis, l'application de ces décisions a permis aux travailleurs de la SACM d'occuper les locaux administratifs de l'usine, de séquestrer le directeur durant une heure. La Chambre patronale a également reçu la visite des ouvriers, appuyés par des délégations d'autres usines. Vendredi dernier, c'est à la gare SNCF que se sont rendus ceux de la SACM. Un train de voyageurs a été bloqué. Ce lundi, profitant du passage d'Yvon Chotard, à Mulhouse, où le vice-président du CNPF organisait un dîner-débat, avec la crème des industriels du département, 150 travailleurs, dont une bonne part de la SACM, sont venus rappeler à Chotard leurs revendications, leur ras-le-bol des mesures d'austérité patronale. Pour pénétrer dans l'enceinte de la Chambre patronale, où se trouvaient les patrons et leur vice-président, les travailleurs et les délégués CGT et CFDT présents, dont Jean Kaspar, membre du Bureau national de la CFDT, n'ont pas hésité à bousculer les flics envoyés par le sous-préfet pour protéger Chotard, *«empêcher qu'il soit molesté»*.

COMMENT POURSUIVRE ? COMMENT FAIRE PLIER LA DIRECTION ?

A la SACM, la grève se poursuit. Les acquis de la lutte sont certains. Mais une insatisfaction apparaît parmi une frange significative de travailleurs. Les actions coup de poing ne vont pas assez loin, selon eux, ne durent pas assez longtemps, ne sont pas suffisamment dures, manquent d'efficacité. La démocratisation de la lutte marque également des limites, car depuis le 1er mars, aucune autre AG n'a été organisée par l'Intersyndicale. D'où un certain mécontentement. Les possibilités d'élargissement du mouvement de grève existent. Ainsi, à Rhône-Poulenc-Textile Colmar, une grève de 32 heures a eu lieu mercredi dernier pour l'augmentation des salaires, contre les licenciements annoncés le mois dernier par la direction au cours d'une conférence de presse. A la Manurhin, un cahier revendicatif a été déposé, le déclenchement d'une grève se prépare. De même à l'usine Peugeot. Un peu partout dans le département, aux luttes des travailleurs dans les usines, s'ajoutent celles de certaines couches populaires. Ainsi, après les internes des hôpitaux, ce sont les lycéens et les enseignants qui, durant ces 15 derniers jours, ont fait grève et ont manifesté. Mais les divisions syndicales existant au sein des directions syndicales, tant au niveau départemental que régional, freinent l'évolution de ces mouvements. Alors que la CFDT, à partir de la grève de la SACM, entame timidement l'élargissement de la lutte aux autres usines de la métallurgie, la CGT pour sa part penche pour un élargissement tous azimuts. L'une et l'autre des organisations syndicales se rejoignent sur un point : tout en appelant à l'élargissement des actions, elles ne proposent rien pour les concrétiser sur le terrain.

Aujourd'hui, à la SACM, l'esprit d'offensive l'emporte sur l'esprit de capitulation, mais l'équilibre des forces entre ceux qui veulent durcir l'action, et ceux qui hésitent reste précaire. Les capacités des travailleurs à prendre une part de plus en plus grande dans l'évolution de la grève, leur détermination à aller de l'avant, ont jusqu'à présent prévalu. Ils doivent poursuivre dans ce sens. A ce prix, la victoire est possible. Elle peut permettre l'amorce d'un mouvement revendicatif plus large, sur des bases plus solides, au niveau du département.

Corr. MULHOUSE
Le 21 mars 1979

Contre le transfert à Lens

Poursuite de la lutte de la CAN à Paris

Ce mercredi, avait lieu une conférence de presse organisée par les délégués au conseil d'administration et par les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC de la Caisse Autonome Nationale des mines. De plus, les fédérations de mineurs des trois syndicats étaient présents ainsi que les fonctionnaires CGT et CFTC.

De très nombreux employés assistaient à cette conférence de presse. A l'unanimité les syndicats et les délégués au Conseil d'Administration ont rappelé qu'ils refusent d'être transférés dans n'importe quelle ville. C'est à Paris que les employés veulent travailler. Le transfert dans une autre région ne créerait pas un seul emploi. Le transfert dans une autre ville ne peut qu'ajouter au chômage si on compte les 340 conjoints des employés de la CAN.

Le Conseil d'Administration s'est tenu alors que les employés étaient en grève ; ils ont dû sortir entre deux haies de grévistes. Deux manifestations ont eu lieu vendredi devant le ministère de la Santé et lundi devant celui de l'Industrie. Les élus bien sûr étaient là ; n'est ce pas dimanche le deuxième tour ?

Madame la Conseillère de Paris du PCF apportait le soutien de son parti en faisant un croc en jambe au PS de Lens. Le maire de Lens aurait en effet réclamé le transfert de la CAN, reconnaît le sénateur Parmentier (PS), dénonçant «l'esprit de mairie» de ses collègues de Lens.

Tout ce beau monde était plus soucieux de sa propagande politique que de la lutte. Le journaliste de *L'Humanité* jeta un froid sensible chez les représentants CFDT et CFTC en posant la question du 23. *«Cette question n'a pas été discutée à l'intersyndicale»* répondait une porte-parole de la CFDT.

Danielle DELANNOY

Contre le féodalisme à Toulouse

Les ouvrières tiennent un piquet

Depuis le 17 mars, dès 5 h 30 du matin, les piquets de grève bloquent l'accès à l'usine de confection FPIRAM Ramonède, dans la banlieue de Toulouse, à Colommiers. Seuls les cadres, et quelques jaunes des personnels de bureau, osent franchir sous les huées, les barrières enduites d'une épaisse couche de graisse par les grévistes.

Dans cette boîte, employant essentiellement des femmes, qui sont toutes particulièrement exposées au chômage dans la région, les conditions de travail sont inhumaines. La «journée continue» n'est pas un vain mot ici, car les ouvrières ne disposent que de 10 minutes pour le repas, pris sur les chaînes. Pour leur interdire de communiquer entre elles, le patron étudie un système d'espacement des filles sur les chaînes pour qu'elles ne puissent pas parler. Le rendement, maître -mot dans la boîte, est organisé scientifiquement : pour l'accroître, les gestes sont filmés.

A cela s'ajoute la répression quotidienne et permanente : par exemple, le patron soulève les blouses des filles pour voir comment elles sont habillées. Une fille qui mange une chocolatine, est convoquée chez le patron ; elle y reçoit un avertissement après quoi le chef vient la surveiller à son poste en mangeant un sandwich. Le patron totalise le nombre d'absences de chacune depuis le 1er janvier 1978, y compris absence d'accident du travail, congés grossesse, maladies. Les totaux donneront droit au mieux à des avertissements, sinon à des lettres d'avertissements, bien entendu pour les filles les plus combatives. La vie des syndiqués est rendue impossible, si bien qu'il en reste peu des 100 syndiqués CFDT de l'entreprise, les autres ayant été victimes de la répression patronale. Le flic du patron, Pourrou, un inspecteur du travail «en disponibilité» poursuit son «travail». Pendant la grève, il multiplie les provocations à l'égard du piquet de grève. Accompagné d'un huissier qui, avec aplomb, dit qu'il est *«du côté du patron parce que dans la vie il faut choisir»*, le petit chef tente de faire franchir le piquet de grève à quelques ouvrières irrésolues ; sans succès. A 7 h 30, au moment de l'embauche, la tension monte, et les discussions sont passionnées mais le piquet tient bon. *«On ne passera pas !» «Le patron doit négocier pour des conditions de travail acceptables»*. Après la manifestation, mercredi dans les rues de Toulouse, les grévistes qui ont déjà reçu l'appui des syndicalistes des autres entreprises et administrations poursuivent leur lutte. Les formes de lutte sont sans cesse débattues, car certains cégétistes, extérieurs à l'entreprise, sous couvert *«d'apporter un appui syndical»* proposent des négociations avec le patron, après avoir levé le piquet de grève, considérant que celui-ci se divise les ouvrières. *«Quelle unité est possible entre les jaunes et les ouvrières qui se battent contre la répression, contre la tentative de liquidation syndicale, contre les mauvaises conditions de travail, les bas salaires ?»* s'exclame une ouvrière. *«Chacune doit choisir son camp»*.

Pour mettre fin au pouvoir absolu du patron Batmale qui exploite une autre usine à Muret, la solidarité s'étend : en particulier le syndicat CFDT-Hacuitex lance un appel : *«La victoire des ouvrières de FPIRAM sera la victoire de tous les ouvriers et ouvrières de la région car si elles gagnent cela redonnera confiance à tous pour relancer et amplifier la lutte»*.

Corr. Toulouse

LES PROJETS DE MODIFICATION DES STATUTS DU PCF

Quelques points de repère

Nous avons étudié, dans une édition précédente, comment la direction du PCF, dans les projets de statuts proposés au 23e congrès de ce parti, définissait ou plutôt ne définissait pas le «centralisme démocratique» dont ce parti se réclame. Si la définition du principe de fonctionnement du PCF est laissée dans le vague, les règles mêmes de ce fonctionnement sont spécifiées longuement et de façon précise. Nous donnons des éléments de comparaison pour juger des modifications les plus significatives que la direction prévoit d'apporter aux statuts.

4 - Les règles de fonctionnement

L'exposé du mode de fonctionnement du PCF ne manque pas d'intérêt. Les statuts tels qu'ils sont proposés pour le prochain congrès connaissent en effet des remaniements importants. La question est d'importance si l'on songe que le mode de fonctionnement du PCF constitue une cible particulièrement importante des attaques des militants oppositionnels, qui mettent en lumière la manière dont la direction du PCF bride l'expression de tout point de vue critique.

De ce point de vue, un certain nombre de nouveautés sont introduites. Au niveau de la formulation d'abord, qui est plus souple : par exemple, à propos des sanctions, il est indiqué (article 42) que *«le comité central élit parmi ses membres une commission centrale de contrôle politique, chargée d'examiner les propositions de sanctions qui impliquent une décision du CC et les recours présentés par les membres du parti ayant fait l'objet de sanctions. Cette commission soumet ses propositions au CC qui décide».* Dans la précédente mouture des statuts, en vigueur à l'heure actuelle, cette commission est désignée comme *«chargée d'instruire les infractions à la discipline».* La nouvelle formulation est un peu moins policière...

CONSEIL NATIONAL...

Une nouvelle structure est créée, le *«conseil national du parti».* Son rôle est ainsi défini (article 46) : *«Le conseil national du parti comprend les membres du Comité central, de la commission centrale de contrôle financier, le secrétaire de chaque fédération, les députés, les sénateurs, les élus à l'Assemblée européenne, les secrétaires des sections des grandes entreprises. En fonction de l'ordre du jour du conseil national, le comité central peut y inviter des membres du parti dont l'expérience ou la compétence sont nécessaires à la réflexion collective. Organisme consultatif, il se réunit sur décision du comité central».*

On saisit l'intérêt pour la direction de la mise en place de cet organisme, qui lui permettra de mieux tâter le pouls de la base : la possibilité d'inviter des militants de base peut permettre de laisser s'exprimer dans ce cadre un certain nombre de contradictions, en semblant donner des garanties qu'elles seront entendues.

...ET CONGRES

L'une des plus vives critiques des oppositionnels portait sur la manière dont les directions sont élues au congrès : rappelons qu'une commission recueille les candidatures aux élections de délégués à différents niveaux (conférence de section, conférence fédérale, congrès) et opère un tri au terme duquel elle *«propose les candidats les plus aptes à assurer une bonne direction en nombre égal au nombre de membres du comité de section, du comité fédéral, du comité central à élire».* (Statuts actuellement en vigueur). Ce point des statuts avait été vigoureusement critiqué par les oppositionnels qui y voyaient, non sans raison, un moyen pour la direction de conserver indéfiniment son emprise sur le parti. Dans le nouveau projet de statuts (article 49), il est reconnu à toutes les organisations du PCF le droit de *«rechercher et de proposer des candidats pour l'organisme dirigeant de l'échelon supérieur».* De plus, *«tout membre du parti peut à titre individuel faire acte de candidature».* Ce dernier point est nouveau.

Mais voyons de plus près la suite. A l'article 50, il est spécifié que *«toutes ces candidatures sont portées à la connaissance des délégués de la conférence de section ou fédérale, ou du congrès»,* qui élit une commission des candidatures qui présente une liste. Il n'est plus précisé si cette liste est en nombre égal au nombre de postes à pourvoir. Désormais, *«des candidatures non retenues par la commission, peuvent être à nouveau proposées et motivées soit par les délégations soit par les délégués à titre individuel. La conférence ou le congrès décide».* Et comme pour se justifier, la direction précise : *«Toutes les possibilités démocratiques existent ainsi pour la détermination du nombre des candidats et des candidatures proposées à l'élection des conférences, du congrès».*

En fait, même au niveau des règles formelles, ce n'est pas si sûr. Selon le nouveau système proposé, le congrès peut donc, en principe, voter sur des candidatures qui n'ont pas reçu l'agrément de la direction. Cette possibilité est néanmoins limitée dès l'origine : pour qu'une candidature non retenue par la direction puisse être prise en compte par le congrès, il faut que des délégués la reproposent, ce qui limite de fait la possibilité pour des militants en désaccord avec la direction d'être élus ; ils devraient de toute façon passer plusieurs niveaux d'élections.

UN SEMBLANT D'ASSOUPLISSEMENT ET SES LIMITES

Les oppositionnels reprochaient à la direction d'utiliser à son profit le cloisonnement en cellules. Dans cette optique, un certain nombre d'entre eux avaient été amenés à réclamer l'ouverture de tribunes de discussion dans *l'Humanité* après l'échec du PCF aux élections. La direction semble leur donner raison sur ce point, puisqu'il est prévu désormais, dans la liste des moyens de discussion, *«la tribune de discussion ouverte dans la presse du PCF, obligatoirement avant les congrès, et quand le comité central en prend l'initiative; en fonction d'une situation politique ou d'un événement important».*

Mais on peut déceler aussi quelques omissions significatives : l'ancien article 5 indiquait que *«les directions élues responsables devant leurs mandants doivent rendre compte régulièrement de leur activité».* Cette précision a disparu. Le même article des précédents statuts déclarait : *«La critique et l'autocritique s'exercent librement sans considération de personne dans toutes les organisations du parti».* Dans le nouvel article 7, la même phrase est reprise, mais l'autocritique y a disparu. Certains estiment sans doute, dans le PCF, ne pas avoir de compte à rendre ni d'autocritique à présenter. D'ailleurs la direction pourra continuer à élaborer sa politique d'en haut, avec ses groupes d'experts. Sur ce point des collaborateurs non élus du comité central, mis en accusation par un certain nombre d'oppositionnels, ceux-ci se verraient désormais confier un statut légal, puisque le nouvel article 40 prévoit explicitement que le comité central *«crée des commissions de travail auxquelles participent de nombreux militants et spécialistes des diverses disciplines».*

Une dernière touche pour faire apprécier le caractère d'actualité de ces modifications des statuts : selon les nouvelles dispositions prévues, (article 15), *«toute réintégration est soumise au comité central».* Guy Konopnicki a dû sentir les oreilles lui tinter en lisant cet article : plus question désormais de permettre l'imbroglio statutaire dans lequel baigne le cas Konopnicki, démissionnaire, puis ayant demandé sa réadhésion, acceptée par sa cellule, et refusée par sa section.

François NOLET

(à suivre)

Cantonales :

Il n'y a pas de progression du PCF

Depuis lundi, *l'Humanité* fait grand cas d'une progression du PCF au premier tour des cantonales. Selon *l'Humanité*, le PCF a gagné plus de 500 000 voix par rapport aux cantonales de 1973, et c'est un *«raz de marée communiste»* qui a réélu au premier tour des conseillers généraux PCF dans des régions ou les luttes se développent, la Lorraine notamment.

Qu'en est-il en réalité ? Prenons les chiffres.

— Depuis une dizaine d'années, il y a incontestablement une érosion notable de l'électorat de PCF. Face aux cris de victoire de *l'Humanité*, prenons les chiffres : aux cantonales de 1967, le PCF obtenait 26,33 % des suffrages exprimés. En 1970, il obtenait 28,84 %. En 1973, 22,76 %. En 1976 22,80 %. Et la semaine dernière, 22,46 %. Cette spectaculaire régression est due essentiellement à l'émergence du parti socialiste dès le début des années 1970.

— Si on observe les résultats de 1973 et ceux de 1979, on constate un double mouvement : le PCF recule dans les départements où il est solidement implanté, et il progresse dans des départements où sa force électorale est traditionnellement plus faible.

— Regardons tout d'abord la progression : elle est sensible en Moselle, où le PCF gagne 3,75 % par rapport à 1978. Le PS, lui, gagne 9 points. En Meurthe et Moselle, on a beaucoup parlé du succès d'Antoine Porcu à Villerupt, canton essentiellement composé de sidérurgistes. En fait, la progression de Porcu est minime, puisqu'il gagne seulement 1 % par rapport à 1973. Les autres départements où le PCF progresse sont dans l'ordre :
l'Aude (+2,80 %),
l'Hérault (+2,19 %),
l'Oise (+2,15 %),
la Lozère (+2,05 %),
la Somme (+1,42 %),
le Nord (+1,12 %),
l'Aisne (+1 %),

La progression du PCF dans les départements viticoles du Languedoc s'explique bien sûr par l'importante campagne contre l'entrée de l'Espagne dans le marché commun que le PCF développe chez les paysans. Encore faut-il être circonspect si l'on considère que dans les Pyrénées-Orientales, le PCF recule de 3,75 %.

— Les reculs maintenant : on note par exemple un très léger recul dans le Pas-de-Calais (- 0,27 %). Mais c'est surtout dans les départements de la banlieue parisienne que le PCF régresse considérablement.

Dans l'Essonne, sur 12 cantons, où peut valoir la comparaison avec 1973, le PCF recule dans 9 cas. Dans les Hauts-de-Seine, 20 cantons, et 20 reculs. Dans le Val-de-Marne, 17 cantons, 15 reculs. Dans le Val-d'Oise, 12 cantons, 8 reculs. En Seine Saint-Denis, sur 15 cantons, le PCF enregistre 12 reculs. Dans ce même département, le PCF obtenait en 1973 très exactement 52,10 % des suffrages exprimés. En 1979, il n'obtient plus que 42,90 %.

Ce recul confirme une tendance déjà très nettement marquée lors des législatives de l'année dernière.

— Bien évidemment, les résultats de ces cantonales ne peuvent être appréciés que comme une indication, dans la mesure où ces élections ne concernent qu'un électeur sur deux, et dans des conditions bien particulières.

Le PCF progresse dans quelques endroits (une partie de la Lorraine et du Languedoc), sans qu'on puisse attribuer cette poussée à une progression d'ensemble ; il s'agit plutôt d'avancées conjoncturelles. Par contre, il apparaît que le PCF recule dans ses bastions, même s'il en conserve encore le contrôle. Il faut noter à ce sujet que dans plusieurs cantons de la banlieue parisienne, le PCF va garder ses postes de conseillers généraux grâce à un mode de scrutin, contre lequel il proteste tant.

N.D.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

points de vue

Un mois après la chute du Shah

OÙ VA L'IRAN?

Une enquête de Frank Roussel

«● L'armée ne doit pas rester suspendue au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès ● Il faut faire des procès publics ● On a déboulonné le Shah mais on n'a pas déboulonné son régime...»

Entretien avec Ahmad Faroughy, écrivain et journaliste de la gauche du «Front National» — 1 —

■ Nous donnons aujourd'hui la parole à Ahmad Faroughy, journaliste et écrivain iranien* qui se situe lui-même dans la gauche du «Front National» et soutient les revendications populaires : épuration complète de l'appareil d'État, création d'une armée populaire et participation au pouvoir de toutes les tendances du mouvement populaire. Ahmad Faroughy, contraint à l'exil en France, par le régime du Shah, a collaboré aux travaux de plusieurs économistes iraniens dont Hussein Malek et Bani Sadr qui, dans leurs ouvrages, ont dénoncé la dépendance de l'Iran vis-à-vis de l'impérialisme américain en particulier. Dans l'interview qu'il nous a accordée, Ahmad Faroughy aborde la situation actuelle de l'Iran avec un certain nombre d'interrogations sur le nouveau régime, dominé par les religieux. Comme il le déclare dans une formule qui peut paraître ambiguë, mais résume bien sa position : «*Si le principal a été fait*», c'est-à-dire la chute du Shah, «*tout reste à faire*» : s'attaquer à tous les aspects de l'ancien régime qui subsistent dans l'appareil d'Etat et construire quelque chose qu'«*un socialisme à l'iranienne*».

Ce projet, il le définit comme résolument tourné vers le Tiers Monde, en opposition aux deux superpuissances, dont il pense que le danger représenté par l'une d'elles, l'URSS, est largement sous-estimé par le gouvernement iranien. Faroughy propose une sorte de «*Marché commun*» des pays du Tiers Monde où les échanges se feraient sur la base de l'intérêt réciproque, où matières premières et produits industrialisés seraient ainsi mis en commun pour favoriser le développement en échappant au contrôle de l'impérialisme.

* Auteur de *L'Iran contre le Shah*, paru récemment aux éditions Jean-Claude Simoën, livre où l'auteur s'attache à expliquer les causes profondes, en particulier les causes économiques, du soulèvement populaire qui a mis fin au régime du Shah.

▶ Comment vous situez-vous politiquement ?

J'ai toujours été proche du Front national mais pour moi ses composantes politiques datent de l'époque du Shah. A partir du moment où le Shah est tombé, les vieilles composantes qui formaient la résistance se restructurent. Le Front national ne va pas rester uni, les différentes fractions vont se détacher pour former des partis qui se présenteront aux élections législatives. Le Front national était vraiment le grand courant laïc de gauche, dans lequel il y avait des éléments marxistes. A partir de la chute du Shah nous nous trouvons dans une nouvelle situation politique : d'un côté les moudjahidin et les feddayin sont des groupes structurés, d'autre part une partie du Front national participe au gouvernement, enfin une fraction de gauche, marxiste, un autre, socialiste non-marxiste se cherchent pour former un grand courant centre-gauche.

Moi, Faroughy, j'étais dans le Front national à partir du moment où j'étais mossadeghiste, défendant en premier lieu l'indépendance nationale, un socialisme à l'iranienne et une démocratie totale. A partir du moment où le Shah est tombé, qu'aujourd'hui nous avons l'indépendance nationale jusqu'à un certain point, qu'on nous promet la démocratie, que les religieux vont vers une certaine socialisation, des «*soviets islamiques*», beaucoup de revendications sont déjà satisfaites, donc le Front national ne prend pas position. Il y a deux courants aujourd'hui dans le Front national : un courant de gauche, dans lequel je me reconnais et un courant de droite. Il y a deux façons de concevoir la société pour nous en Iran : une large fraction dit que la base doit élire ses représentants, c'est une revendication commune aux feddayin, moudjahidin, à la gauche du Front national, aux laïcs, démocrates etc... Une autre fraction dit que les autorités doivent être nommées par Khomeiny et le gouvernement, ce sont deux conceptions différentes. Quand on leur demande pourquoi ils n'acceptent pas les décisions prises à la base, ils répondent que dans la situation dans laquelle on se trouve, si la base choisit, on ne sait pas qui décide car des agents de l'ancien régime sont encore présents partout. C'est vrai que par exemple dans les ministères, si on permet aux gens qui ont toujours travaillé pour le Shah d'élire leurs représentants, on ne sait pas qui ils vont désigner, ce qui est assez dangereux dans la mesure où il n'y a pas encore eu de purge à l'intérieur de l'appareil.

Les religieux sont poussés par la gauche et les démocrates qui réclament une épuration ; ils veulent une épuration qui leur permette juste de se maintenir au pouvoir, mais ils ont une conception élitiste de la société, ils font appel à des personnalités «*respectables*» et connues pour participer au gouvernement. Ce sont des gens très honnêtes, on n'a jamais eu un cabinet aussi honnête, mais ça n'est pas suffisant comme qualité. Pour eux, la hiérarchie compte, ils forment une gérontocratie (gouvernement de vieillards), ils veulent qu'on discute mais qu'on s'écrase. Il y a un bouillonnement à la base qui réclame plus de démocratie. Provisoirement il faut essayer de faire le pont entre les deux ; les feddayin et les moudjahidin sont très lucides à ce sujet, ils ne font pas du tout d'aventurisme, ils progressent lentement mais ne heurtent pas les religieux de front. Les feddayin refusent de rendre leurs armes parce qu'ils ne sont pas certains que l'appareil militaire du Shah soit totalement démantelé ; d'autre part, ils n'ont pas très confiance dans le nouveau gouvernement, ils se demandent ce qu'il va sortir de ce nouveau gouvernement. «*Nous on ne se démobilise pas, on n'emploie pas des armes, mais*» disent-ils «*on les garde*». Je crois qu'ils font preuve de prudence et qu'ils ont raison.

Je suis solidaire des revendications des feddayin lorsqu'ils disent qu'ils doivent participer au gouvernement, mais je pense qu'avec le gouvernement provisoire, il est inutile d'avancer une telle revendication. Ils doivent s'organiser pour aller aux législatives. Le gouvernement a promis des élections libres. Je ne sais pas si les partis seront autorisés, mais ce que les feddayin devraient faire, c'est présenter des candidats individuellement, ils sont très populaires dans certaines couches de la société. Nous allons militer pour la légalisation des partis politiques ; s'ils s'organisent en parti politique, ils ont des chances d'obtenir des sièges. Il faut sortir de ce cycle de la violence parce que c'est très dangereux, la lutte armée aujourd'hui risque de provoquer des infiltrations soviétiques.

▶ Comment voyez-vous l'unité des révolutionnaires aujourd'hui ? Y a-t-il une collaboration entre la gauche du Front national et les organisations de guérilla ?

La gauche du Front national pour l'instant ce sont des individus, comme moi qui vous parle. Le Front national est actuellement traversé par des contradictions : d'un côté il possède des ministres au gouvernement, de l'autre, ce gouvernement fait très peu d'ouverture. Il y a deux gouvernements, d'un côté les «Comités Khomeiny» qui représentent le véritable pouvoir, de l'autre un gouvernement qui ne contrôle pas la situation. Bazargan déclare qu'il apprend les éxécutions dans les journaux ; quand on l'interroge, il se réfugie derrière le fait qu'il constitue un gouvernement provisoire qui n'a pas la légitimité du futur gouvernement élu au suffrage universel. Je crois que le chef d'état-major le général Gharany doit sauter ; on l'accuse de collusion avec les Etats-Unis, il ne m'inspire pas confiance. Comme l'ex-chef de la police Tavakoli qui déclarait qu'il fallait tuer 500 000 personnes pour rétablir l'ordre. Ce sont des gens comme cela qui doivent partir. De quel droit après la révolution auraient-ils encore des postes ? Il faut épurer l'armée, si on casse l'armée, la révolution est sauvée, l'armée ne doit pas rester suspendue au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès.

▶ L'épuration de l'armée se limite pour l'instant à quelques généraux ?

Je suis contre la procédure utilisée dans ces exécutions. J'aurais voulu que Nassiri, le chef de la Savak, soit jugé publiquement pour que les Iraniens connaissent les méthodes de torture, comment la Savak était structurée, il faut que le peuple soit informé. La Savak avait des liens avec de nombreuses polices du monde, c'était intéressant pour les organisations révolutionnaires étrangères de connaître ces liens. Abattre Nassiri dans les conditions où il l'a été, c'est priver le peuple iranien de beaucoup de choses.

Comme dit un proverbe iranien : «*Ce n'est pas en coupant la tête du ver de terre qu'on le tue*». Il se reproduit. Il fallait faire un procès public, qu'à la télévision les coupables nomment leurs complices, on aurait voulu connaître toutes les ramifications, exécuter les gens comme ça c'est très dangereux. Il faut épurer tout l'appareil d'Etat, mais j'ai l'impression que le nouveau gouvernement n'a pas suffisamment d'autorité pour le faire, l'appareil du Shah n'est pas démantelé. D'autre part, des contre-révolutionnaires se déguisent en révolutionnaires, d'autres retournent leur veste, c'est très difficile d'y voir clair. Je ne suis pas d'accord avec la nomination de nombreux responsables. A Iran Air, le nouveau directeur a trempé dans des affaires louches, il était compromis avec l'ancien régime. Revoir à nouveau les mêmes têtes c'est inquiétant ; il faut vraiment que le gouvernement fasse preuve d'autorité révolutionnaire et qu'il ne se contente pas de garder les mêmes au pouvoir, il faut faire un changement en profondeur. Mais ce régime ne veut pas bouleverser les structures parce qu'il n'est pas révolutionnaire, qu'il a peur de perdre le contrôle de la situation. Si le gouvernement ne fait pas preuve d'autorité dans les mois à venir, la révolution est condamnée.

«On n'a jamais eu un cabinet aussi honnête mais, ce n'est pas suffisant comme qualité...»

▶ Quel rôle attribuez-vous aux organisations de guérilla dans le déroulement de l'insurrection armée ?

Leur rôle a été déterminant. C'est grâce à elles, grâce à leur expérience de la lutte armée que la lutte a pu triompher ; sans elles je ne crois pas que la révolution aurait été possible. Elles ont joué un rôle déterminant, mais le peuple a été l'acteur principal. Khomeiny a appelé à rendre les armes parce qu'il craignait que les guérilleros soient armés. Pour les religieux, la révolution est finie, il faut maintenant construire. Khomeiny a peur que le pouvoir lui échappe. Moi ça me choque que les feddayin et les moudjahidin n'aient pas leur place dans le gouvernement provisoire, c'est une procédure antidémocratique.

▶ Qu'est-ce qui a changé en Iran ? Et que reste-t-il à changer ?

Ce qui a véritablement changé en Iran, c'est que la tête d'un régime honni a été abattu. Ce qu'il reste à changer en Iran : tout, tout doit changer. En un sens l'essentiel a été fait : on a déboulonné le Shah, mais on n'a pas déboulonné son régime. Lui et ses acolytes sont partis, mais son régime reste toujours en place, c'est ce système qu'il faut détruire. De ce point de vue, tout reste à faire.

▶ L'ancienne bourgeoisie au pouvoir a-t-elle cédé le pouvoir à une alliance de la petite et de la moyenne bourgeoisie ?

Je ne nie pas le concept de classe, mais il ne faut pas voir le problème en termes de classes sociales. L'Etat c'était le Shah qui s'appuyait sur l'armée et la bourgeoisie compradore. Cette bourgeoisie compradore est éliminée ; l'armée, si elle est réorganisée, reste l'Etat. La révolution qu'on doit faire aujourd'hui c'est contre l'Etat. Dans l'Iran du Shah, celui qui détenait les moyens de production c'était l'Etat, lié à l'étranger. Le lien avec l'étranger est brisé mais l'Etat demeure. Une révolution anti-étatique pour moi est une révolution authentique. En Iran, le bazar ne détient pas les moyens de production, c'est l'Etat qui détient les moyens de production, c'est un Etat bourgeois. Les bazaris ont été laissés pour compte dans la société du Shah, ils s'appuyaient essentiellement sur la production nationale. A partir du moment où la production nationale a été détruite, où l'économie iranienne est devenue une économie d'importation dominée par la bourgeoisie compradore, on comprend que le bazar ait été laissé pour compte. Dans la décentralisation de l'Iran, le bazar local peut jouer un rôle vital. L'appareil d'Etat bureaucratique et centralisateur du Shah doit être brisé. Mais il faut que les impôts soient lourds sur le bazar pour l'empêcher d'accumuler des capitaux et qu'il devienne un nouveau capitalisme. Le danger pour l'Iran aujourd'hui c'est le capitalisme d'Etat. Les moyens de production doivent être entre les mains des travailleurs sans passer par l'Etat, il faudrait qu'on essaye de faire une forme de socialisme originale.

Demain, la suite de cette interview

IRAN : POURSUITE DES COMBATS AU KURDISTAN

■ Mercredi matin, à Sanandadj, capitale de la province du Kurdistan, les affrontements se poursuivaient entre les rebelles kurdes et l'armée iranienne. D'après l'AFP, dans la seule journée de mardi, les combats ont fait 110 morts et plus de 400 blessés. Le vice-Premier ministre iranien Entezam a promis que le gouvernement allait se pencher sur le problème kurde, une fois la constitution adoptée, mais il s'en est pris violemment aux miliciens kurdes qu'il assimile à des *«éléments contre-révolutionnaires manipulés par l'étranger»*. L'Ayatollah Khomeiny et l'Ayatollah Taleghany ont pour leur part multiplié les déclarations allant dans le sens d'un apaisement entre les communautés chiites et sunnites.

La trève du nouvel an iranien : Nowrouz (le calendrier iranien commence le 21 mars) n'aura pas été respectée à Sanandadj, capitale du Kurdistan. En effet, dans la journée de mercredi, les combats se poursuivaient entre les rebelles kurdes, et l'armée régulière iranienne. Les affrontements armés qui se déroulent depuis dimanche dans cette région ont remis à la surface les revendications des autonomistes kurdes, qui, malgré le nouveau régime, ne voient aucune amélioration à leur statut. Quel que soit l'incident qui a mis le feu aux poudres : refus de nommer des Kurdes à des postes de responsabilité ou refus de leur fournir les armes qu'ils réclamaient, une chose est certaine, les provocations de certains religieux chiites à l'égard des Kurdes (musulmans de rite sunnite), n'ont fait qu'envenimer les rapports entre les deux communautés religieuses. Cette fois-ci le comité Khomeiny a tiré sur les Kurdes, ce qui ne pouvait que ranimer la révolte d'un peuple de tout temps opposé au pouvoir central. Les miliciens kurdes se sont emparés d'un stock d'armes dans la caserne de la ville ; cependant une partie de la garnison restée fidèle au gouvernement central et aidée par des chasseurs et des hélicoptères de l'armée iranienne résiste depuis plusieurs jours aux assauts répétés d'une partie de la population en arme. Lundi, les rebelles kurdes se sont emparés de la radio, d'où ils diffusent des messages en langue kurde. Une des revendications émises par les Kurdes concerne la désignation de l'islam comme religion officielle en Iran et non pas seulement le chiisme qui les exclut car les Kurdes sont de rite sunnite.

La révolte qui secoue le Kurdistan actuellement pourrait s'étendre à d'autres villes que Sanandadj. Si le gouvernement Bazargan n'apporte pas d'autres solutions que l'utilisation de la répression pour étouffer les revendications autonomistes du peuple kurde, il pourrait se trouver sous peu devant de graves difficultés. La reprise de la lutte armée au Kurdistan, viendrait alors s'ajouter aux multiples difficultés auxquelles se trouve confronté le gouvernement Bazargan, qui ne parvient pas à reprendre la situation en main face aux comités Khomeiny qui exercent sans aucun contrôle leur autorité dans tout le pays.

Frank ROUSSEL

Le mouvement kurde et ses différentes composantes

Le mouvement autonomiste kurde a été dévoyé ces dernières années par un de ses dirigeants : Barzani. Ce dernier reçut d'abord l'aide de l'Union Soviétique, puis après l'échec de 1975 dû à la réconciliation de l'Iran et de l'Irak, se tourna vers les États-Unis où il vient de mourir en exil. Il semble que la tendance Barzani, caractérisée par son opportunisme, illustré notamment par sa collaboration avec la Savak, soit largement discréditée par la population kurde, ce qui ne met cependant pas le mouvement à l'abri des ingérences étrangères. La tendance séparatiste dirigée par Barzani qui se trouve au Kurdistan d'Irak semble avoir la faveur de l'URSS. Il est très difficile de déterminer qui dirige le soulèvement actuel.

Nouvelles d'Irlande

Le gouvernement travailliste anglais, de plus en plus mal à l'aise face à l'opinion internationale avec sa sale guerre en Ulster, à dû reconnaître que la torture y a été pratiquée. En Irlande du Sud le gouvernement de Jack Lynch doit faire face, pour sa part, à une crise sociale de grande ampleur.

Callaghan à la recherche d'un vernis démocratique et d'une majorité parlementaire

Le 16 mars le gouvernement britannique, en acceptant les conclusions du rapport Bennett, reconnaissant les mauvais traitements infligés à des prévenus au centre d'interrogatoire de Castelragh à Belfast, tente de détourner vers la police d'Ulster sa responsabilité dans ces pratiques barbares. Ce rapport déposé depuis des mois sur le bureau des ministres faisait suite à une enquête effectuée en réponse à la publication d'un autre rapport, celui d'Amnesty international (1977). L'attitude du gouvernement anglais s'explique par le scandale provoqué par les *«révélations»* télévisées d'un médecin légiste Robert Irwin à propos de brutalités policières dont furent victimes 150 prévenus à Castelragh (le chiffre de 500 a même été avancé). En fait ces *«bombes»* n'en sont que pour ceux qui fermaient les yeux et les oreilles. Dans un procès récent en Ulster, celui de Joseph Flynn, d'Andersonstown (Belfast), les médecins dépendant de Castelragh avaient témoigné sur ces brutalités de la RUC. D'autre part il était de plus en plus difficile de maintenir le black-out face à l'opinion anglaise et internationale. Comment cacher la réalité de la torture et des camps de concentration, alors que les manifestations se multiplient dans toutes les villes d'Irlande, que 5 000 exemplaires d'une brochure publiée sur la question par le Centre d'information républicain de Belfast sont diffusés en Europe, en Australie et en Amérique (là, les diplomates anglais tentaient encore récemment de minimiser le scandale), que le tribunal international sur la présence britannique en Irlande, comparable au tribunal Russel, s'est réuni à Paris fin janvier, que Ruairi O' Bradaigh du Sinn Fein Provisoire a parlé le 28 janvier au cours d'une rencontre anti-impérialiste au Pays-Basque des prisonniers d'H Block, que la lutte des prisonniers de guerre irlandais a gagné les prisons de Grande Bretagne ? La loi sur la prévention du terrorisme qui visait entre autre à empêcher les informations sur la situation réelle en Ulster (3 167 interpellations, 125 refoulements sur l'Irlande, 142 inculpations) a été finalement peu efficace. L'opinion publique paraît basculer. Les réactions ne sont pas aussi hostiles qu'en 1974 lors de la campagne de bombes menée par l'IRA dans les grandes villes anglaises. Selon certaines sources le Parti libéral et même quelques députés travaillistes seraient prêts à se rallier aux *«troops out movement»* qui a participé récemment à la manifestation du Sinn Fein à Londres (notons que pour une fois, les contre-manifestants fascistes avaient été interpellés par la police).

Callaghan est à la recherche d'une majorité parlementaire après la crise sociale en Angleterre et ses déboires électoraux. Ira-t-il jusqu'à envisager le retrait militaire britannique d'Ulster ? On peut en douter car l'armée anglaise n'est pas attaquée par le rapport Bennett dont les conclusions sont acceptées par Mason, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord. La RUC serait le bouc-émissaire sauf pour le journal *Sunday Express* qui voit dans les tortures systématiques de simples *«bavures»*.

«La crise sociale» en Irlande du Sud

L'actualité en Irlande, c'est aussi le mouvement revendicatif qui a secoué les villes de la république d'Irlande. Le 11 mars il y avait 50 000 manifestants à Dublin contre le système fiscal de retenue directe sur les salaires (90 % des travailleurs y sont soumis) et les privilèges fiscaux accordés par Lynch aux agriculteurs, ses clients électoraux. Dès le 1er février, une manifestation de 1 000 personnes exigeait l'abaissement et la réforme de l'impôt, puis le 10, 500 travailleuses réclamaient l'égalité des salaires avec les hommes, promise en 1975. On note aussi un développement des grèves soutenues ou non par les syndicats ; la plus importante jusque là est la grève des 13 000 postiers pour leur salaire (30 à 50 % d'augmentation demandés) mais on va probablement assister à un développement de grèves dures. Les syndicats, outre les revendications salariales, mettent en cause la politique économique et sociale du gouvernement qui a promis beaucoup d'emplois (25 000, il n'en créera en réalité que 8 000 mais semble surtout soucieux de faire des concessions aux patrons. Toutefois si beaucoup de travailleurs sont conscients que la plupart des secteurs de l'industrie demandent une réorganisation complète, les syndicats n'ont pas rompu avec Jack Lynch.

Paddy Mc LAUGHLIN

ITALIE : UN GOUVERNEMENT MORT-NÉ

Après sept semaines de crise gouvernementale, Andreotti a formé un cabinet excluant les socialistes et le PCI. Il est probable qu'il n'obtiendra pas la confiance. Pendant les tractations entre D.C. et PCI, la démocratie-chrétienne a tenu la dragée haute au parti révisionniste. Elle a refusé ses exigences : postes ministériels pour des sympathisants du PCI, extension des pouvoirs du PCI dans les instances régionales. Des élections législatives anticipées auront sans doute lieu le 10 juin, en même temps que celles du parlement européen. En attendant, à la fin mars, le congrès du PCI pourra faire le bilan douloureux de la politique de *«compromis historique»*.

THAÏLANDE - URSS

Le général Kriangsak, premier ministre thaïlandais, est parti mercredi pour une visite officielle d'une semaine en URSS. L'URSS, en même temps qu'elle développe une offensive militaire en Asie du Sud-Est par l'intermédiaire du Vietnam, continue à essayer de développer des liens politiques et économiques avec la Thaïlande et les autres pays de l'ASEAN. Avant de partir, le premier ministre a fait savoir qu'il était très mécontent du véto soviétique à la résolution des pays de l'ASEAN à l'ONU visant à obtenir le retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchéa.

• Aix-en-Provence 8 heures contre l'impérialisme

SAMEDI 24 MARS A 16 HEURES
Palais des Congrès - Aix-en-Provence

A l'appel du Comité de mobilisation anti-impérialiste avec la participation notamment de :
— Un représentant du Comité des patriotes du Kampuchéa en France ;
— L'Association des étudiants érythréens en Europe (France) ;
— Libération arménienne

le quotidien du peuple

Grèves lycéennes dans le Val-de-Marne

ETRE PRET A UNE LUTTE DE LONGUE DURÉE

Mercredi 21, à 8 heures au lycée Langevin-Vallon à Champigny, les grévistes sont en assemblée générale ; malgré la reprise des cours décidée par les professeurs qui étaient en grève depuis lundi 19. Les enseignants ont décidé mardi de poursuivre l'action par des débrayages réguliers. Le lycée s'est mis en grève pour s'opposer à la réduction du budget qui, outre le fait que le matériel vétuste de ce lycée technique ne sera pas renouvelé, entraînera à brève échéance la disparition pure et simple de cet établissement. Le plan qui semble être mis en œuvre, dans le Val de Marne notamment, est la suppression progressive des lycées techniques en les regroupant dans un ou deux établissements à Nogent-sur-Marne. Il va sans dire que la sélection à outrance, qui jette déjà sur le pavé et dans les files de chômeurs, 600 000 jeunes chaque année, sera accrue, ainsi que des suppressions de postes d'enseignants. Les élèves de CES qui sont aussi dans le mouvement montrent qu'ils ne veulent pas qu'on leur dispense un enseignement au rabais où ils apprendront tout juste à être manœuvres ou OS, comme Beullac s'apprête à les y destiner.

Les lycéens de Langevin Vallon se sont mis en grève le lundi 12 mars. Très largement mobilisés, ils étaient partis en délégation dans beaucoup d'établissements du département qui se sont mis à leur tour en grève, en tout, près d'une vingtaine. Après les premières manifestations, la question revient : comment faire céder Beullac ? Les lycéens de Langevin-Vallon y réfléchissent. Ils pensent que désormais ils doivent s'engager dans une mobilisation «efficace» qui prenne en compte leur situation spécifique de lycéens. Ces conclusions qu'ils comptent mettre en pratique sont le fruit d'un intense débat. Ce débat, ils se sont donnés les moyens de le mener en réorganisant leur grève. Développer la démocratie leur a permis de se mobiliser au maximum, d'en finir avec les signes d'essoufflement et de tenir compte de tous les points de vue, de rassembler toutes les idées. C'est nouveau dans les lycées.

Mercredi, après avoir posé les problèmes à résoudre, l'AG se répartit en petits groupes de discussion avec un ou deux membres du comité de grève. Une heure plus tard, elle se réunit à nouveau et, sur la base des éléments fournis par les différents groupes, prend les décisions. A 9 heures, quelques-uns forment les différents bureaux (info, presse, finance, actions,...). Au bureau «actions», on prépare l'action spectaculaire de jeudi 22. Les autres partent à la manifestation des lycéens du Val-de-Marne.

Une manifestation combative

L'esplanade du Château de Vincenne commence à se couvrir de jeunes (lycées, CET, CES). La manifestation doit se terminer à la Bastille. Le cortège est très combatif et crie : *«Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs !», «Vingt-cinq, vingt-cinq, vingt-cinq élèves par classe, on vide les profs, on bourre les classes !»*. Les manifestants, près de trois mille, sont suivis d'un cortège de mobylettes, motos et vélos. Ils essayeront de rallier à eux les élèves des lycées Ravel et Hélène Boucher, qui se trouvent sur le parcours. La manifestation se termine par un sitting. Malgré le succès de cette manifestation, beaucoup de lycéens restent un peu insatisfaits pensant sans doute comme certains le scanderont : *«Nous voulons de nouvelles formes de lutte !»*.

Marseille : luttes lycéennes

«LAISSEZ PASSER LES CHÔMEURS DE L'AVENIR !»

■ 6 000 lycéens manifestaient à Marseille le 15. 1 500 le jeudi d'avant. 10 000 le mardi 20. Des actions dispersées depuis trois semaines. Dans l'académie d'Aix-Marseille, la lutte est engagée contre ce que le rectorat nomme pudiquement le «redéploiement». Suppressions de postes, transferts et mutations. Les mesures de cartes scolaires touchent 240 postes dans l'académie et conduisent à l'aggravation des conditions de travail pour enseignants et élèves.

Depuis son démarrage large, le mouvement qui concerne la majorité des lycées et collèges de Marseille a été marqué par plusieurs traits.

Quelques actions déterminées en direction des locaux administratifs. L'inspection académique sera ainsi envahie deux fois. Une délégation du lycée Marcel Vert coince même l'inspecteur d'académie en personne.

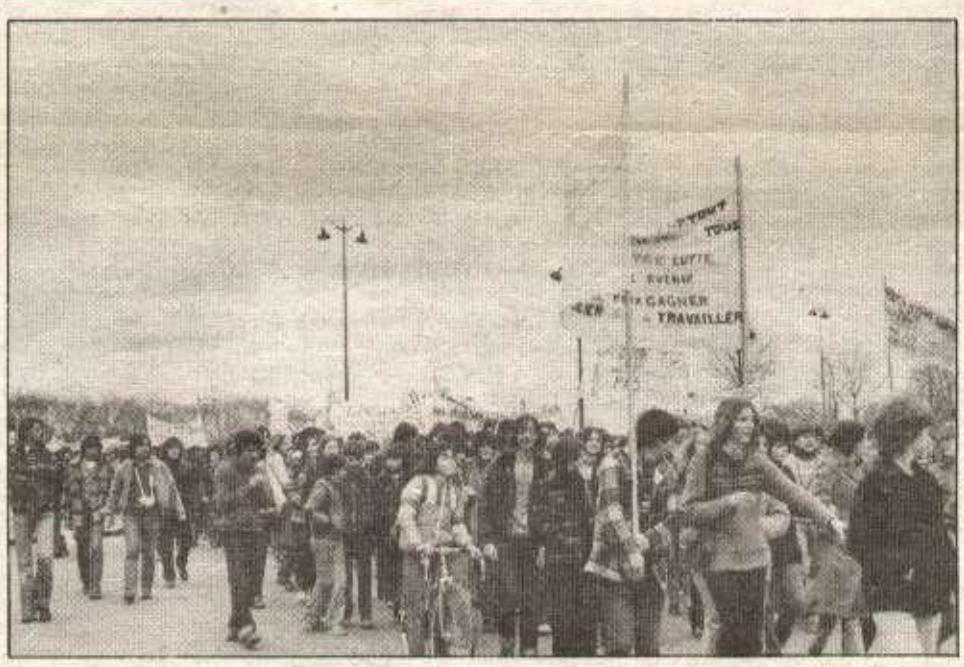
La lutte des lycéens est peu structurée. La question des suppressions de postes et des conditions de travail ne mobilisent réellement qu'une partie des lycéens. Pour la très grande majorité il s'agit d'une grève «ras-le-bol». C'est-à-dire en fait un début de conscience de l'impasse où ils se trouvent, du chômage qui les attend et de l'absurdité de ce qu'on leur fait faire face aux débouchés. Comme le proclamait un mot d'ordre : *«Laissez passer les chômeurs de l'avenir !»*.

L'attitude du pouvoir, en l'occurence du rectorat et de ses sous-fifres, est ferme et provocatrice : répression contre toutes les initiatives avec une vigueur qui a surpris, refus des discussions autres que pour les organes officiels de consultations (conseil d'établissement consultatif). Le recteur parlant une fois de plus à FR 3, le 20 au soir, nie les problèmes et traite pêle-mêle la presse, les syndicats et les manifestants de *«menteurs»* ou qu'ils propagent d'après lui des informations fausses. Il n'y aurait au total que des créations de postes dans l'académie !

La liaison avec les enseignants voit les mêmes attitudes que d'autres années de renouveler. Le SNES-SNI reste en marge parce qu'il proposait la journée d'action du 20 où il espérait bien canaliser le mouvement avec l'aide de la fédération CORNEC. Le SGEN-CFDT opposé aux 24 heures sans lendemain s'associait finalement au 20 sur la base du développement du mouvement lycéen à soutenir.

Aujourd'hui, au lendemain de cette journée qui aura vu la plus forte manifestation de lycéens depuis trois ans, les questions restent posées. Quels débouchés au mouvement ? Comment construire l'unité sur les thèmes les plus avancés ? Comment s'opposer à tous ceux qui crient à la provocation dès qu'il y a une initiative déterminée ?

Correspondant



Une répression sauvage

*Lundi 19, les lycéens se rendent à 1 500 à FR 3 pour demander que des informations soient passées sur leur lutte. Depuis deux semaines c'est le black-out, le silence sur leurs actions. Les CRS les accueillent avec matraques et grenades lacrymogènes. Plusieurs lycéens sont blessés. Pour la presse, il sera question de «*150 excités venus attaquer la station régionale*». Le 20 mars, les flics veulent manifestement en découdre. Ce n'étaient pas des «provocateurs bien connus de la police» comme voudrait le faire croire* La Marseillaise *mais des centaines de jeunes qui criaient leur hargne et leur colère devant ce système qui les conduit au chômage. La police, quant à elle, expérimentait une tactique de harcèlement. Un collégien du LEP de Lestac aveuglé par un tir de grenade est tombé. Il est actuellement dans un état grave avec un traumatisme de la colonne vertébrale.*

Pendant ce temps, le SNES-Sup et la CGT de la faculté Saint-Charles dirigée par le PCF, discutent pour savoir s'il faut interdire aux lycéens la fac, dont c'est le lieu de réunion.

PEROU : UNE CONSTITUANTE POUR QUOI FAIRE ?

■ Après avoir vu dans l'article précédent, le pillage de l'impérialisme américain et ses pressions par l'intermédiaire des prêts accordés au Pérou par le Fonds monétaire international, nous abordons aujourd'hui les questions posées par la participation de députés de l'extrême-gauche trotskysante, à l'assemblée constituante. L'élection de ces 30 députés en juillet dernier n'a pas eu les effets escomptés et a au contraire servi la droite d'une certaine manière. Fallait-il ou non participer à la Constituante ? Cette question a été largement controversée. D'un côté, du côté des partis de la bourgeoisie, l'annonce d'un transfert de pouvoirs aux civils a été accueillie avec empressement : les révisionnistes ont agi de même. La surprise de ces élections est venue de la constitution d'un front d'extrême-gauche FOCEP - UDP, coalition hétérogène allant des trotskystes à des groupes se réclamant du marxisme-léninisme. L'audience de ce front électoral a été d'autant plus importante qu'il regroupait des personnalités politiques, avocats de syndicalistes connus pour leur opposition aux militaires. Mais ce cartel a mal résisté aux lendemains des élections. Alors qu'en juillet dernier, seuls les marxistes-léninistes s'opposaient à la participation à la Constituante, aujourd'hui, de nombreux militants de la base s'interrogent sur l'opportunité de cette présence à l'Assemblée et constatent qu'elle fait le jeu de la droite.

Le transfert du pouvoir aux civils ne signifie pas que les militaires péruviens veuillent se laisser déposséder du contrôle de la situation politique. D'une part, en effet, la constitution que la Nouvelle Assemblée est chargée d'élaborer doit recueillir et légaliser les *«réformes de base»* qui *«concilient les intérêts des travailleurs et des chefs d'entreprise»*. Il s'agit simplement, comme dans beaucoup d'autres Etats d'Amérique latine d'institutionnaliser un état de fait, qui permette à certains partis de la droite traditionnelle de participer plus activement à la vie politique. Tel est le cas de l'APRA, l'Alliance populaire révolutionnaire américaine, qui a été vainqueur aux élections, qui est ouvertement pro-impérialiste, et dont le service d'ordre est spécialisé dans les exactions contre les syndicats et les députés de gauche. D'autre part, l'éloignement des militaires peut contribuer à refaire de l'armée *«l'ultime garantie»* en cas d'aiguisement de la lutte de classes.

FORCES ET FAIBLESSES DANS LE CAMP DU PEUPLE

D'un côté, la situation est marquée par le développement de la lutte de classes, qui s'exprime souvent de façon très combative et touche de vastes secteurs. Mais ce mouvement de masse ne s'entend pas encore sur des objectifs politiques clairs. La nécessité d'une révolution nationale démocratique et populaire, de la guerre populaire prolongée, reste l'objectif des éléments les plus conscients. Et surtout l'alliance entre ouvriers et paysans est encore à faire.

Aussi serait-il excessif d'affirmer comme le fait le courant regroupé derrière le FOCEP que la junte est aux abois, aux prises avec des contradictions insolubles, ou qu'elle lance le projet de constitution dans une situation de faiblesse, parce que c'est sa seule issue devant l'échec de ses réformes et la montée des luttes.

UNE CAUTION A LA POLITIQUE DE LA DROITE

Par ailleurs, la participation à la Constituante va de pair, pour le courant trotskyste, avec des mots d'ordre et des perspectives qui de fait nient la nécessité de la violence révolutionnaire. Telle est par exemple la démagogie faite par les trotskystes sur la théorie de *«gouvernement de transition, tactique et concret»*, comme aussi les appels à former des *«assemblées populaires»* plus fantomatiques que réelles.

La confusion est d'autant plus grave que les trotskystes, sous couvert *«d'union des partis de gauche»* appellent à la rescousse les révisionnistes. Ceux-ci, divisés en deux parties, *«unité»* et *«majorité»*, s'entendent sur l'essentiel, c'est-à-dire assurer la pénétration du social-impérialisme au Pérou à travers les accords économiques et militaires, des programmes d'aide et des transferts de technologie.

Ainsi à l'heure actuelle, les partis de gauche à l'Assemblée constituante servent de caution à la droite et lui permettent de se donner une image différente de sa politique réelle : le renforcement de la répression et la misère pour une grande partie des Péruviens.